

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/Notif.97.269

23 juin 1997

(97-2589)

Comité des obstacles techniques au commerce

NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>BELGIQUE</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2): Belgique
2.	Organisme responsable: L'organisme ou l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification peut être indiqué s'il est différent de l'organisme susmentionné: Inspection générale des denrées alimentaires, administration de la protection de la santé du Ministère des affaires sociales, de la santé publique et de l'environnement Cité administrative de l'Etat Quartier esplanade, 11ème étage Boulevard Pachéco, 19 boîte 5 1010 BRUXELLES
3.	Notification au titre de l'article 2.9.2 [X], 2.10.1 [], 5.6.2 [], 5.7.1 [], autres:
4.	Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant): Les produits surgelés et plus particulièrement le contrôle de la température dans ces produits surgelés
5.	Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié: Arrêté ministériel modifiant l'Arrêté ministériel du 28 janvier 1993 relatif au contrôle de la température des produits surgelés
6.	Teneur: Cet arrêté ministériel incorpore à l'ancien Arrêté daté du 28 janvier 1993 certaines dispositions ayant une portée nationale. Il intègre une série de critères auxquels doivent satisfaire les instruments de mesure destinés à être placés dans les véhicules de transport immatriculés en Belgique. Dans cette réglementation est également incorporée une clause de reconnaissance mutuelle concernant le matériel dans tous véhicules selon les règlements en vigueur dans les autres pays de l'Union. Mots clés: surgelés, températures, contrôle

7.	Objectif et justification: La Directive 92/1/CEE prévoit en son article 2 que les instruments servant à mesurer la température des produits surgelés dans les moyens de transport doivent être approuvés par l'autorité compétente du pays dans lequel les moyens de transport sont immatriculés. Comme la Commission a laissé le soin au pays de statuer, le projet présenté permet d'établir les critères d'approbation des instruments de mesure.
8.	Documents pertinents: <ul style="list-style-type: none">- Arrêté royal du 5 décembre 1990 relatif aux produits surgelés- Arrêté ministériel du 28 janvier 1993 relatif au contrôle de la température des produits surgelés
9.	Date projetée pour l'adoption: } Date projetée pour l'entrée en vigueur: } 60 jours
10.	Date limite pour la présentation des observations:
11.	Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: point national d'information [X] ou adresse et numéro de télécopie d'un autre organisme: CIBELNOR